

Sécurité alimentaire et urbanisation ; enjeux pour l'agriculture intra et péri-urbaine

Nicolas Bricas*, Sandrine Dury*, Muriel Figuié**, Bernard Maire***, Francis Delpéuch***

* Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), TA 40/16, 34398 Montpellier Cedex 5, Tél : 04 67 61 57 12, Fax : 04 67 61 44 49, Adél : nicolas.bricas@cirad.fr, sandrine.dury@cirad.fr

** Cirad – Centre national de recherche en sciences sociales et humaines du Vietnam - Institut de Sociologie, Hanoï. Adél : muriel.figuie@cirad.fr

*** Institut de recherche pour le développement (IRD), UR 106 "Nutrition, Alimentation, Sociétés", Centre collaborateur de l'OMS pour la nutrition, BP 64501, 34394 Montpellier Cedex 5. Adél : bernard.maire@mpl.ird.fr, francis.delpauch@mpl.ird.fr

Résumé

Quelle peut être la contribution de l'agriculture intra et péri-urbaine à la sécurité alimentaire dans un contexte d'urbanisation rapide ? Ce papier vise à répondre à cette question en quatre points : la contribution aux approvisionnements alimentaires ; aux emplois et revenus urbains ; l'intérêt des produits de cette agriculture dans un contexte de transition nutritionnelle ; et le caractère réducteur de l'anxiété qu'assure la proximité de ce système de production et d'échange dans un contexte de distanciation des rapports entre les citoyens et leur alimentation.

Dans la plupart des pays, l'agriculture urbaine et péri-urbaine contribue à l'approvisionnement des villes en quelques produits frais et très périssables comme certains légumes. Mais les produits de base proviennent de zones rurales plus éloignées connectées aux marchés urbains.

Les activités urbaines du secteur primaire et du commerce direct associé fournissent des emplois et des revenus à des migrants récents, sans qualifications particulières autres que celles de l'agriculture. Mais c'est plutôt dans le secteur de la transformation agro-alimentaire artisanale que l'on observe la plus forte dynamique de création d'emplois urbains en particulier pour les femmes avec peu de qualifications formelles.

En revanche la fourniture de légumes frais par le maraîchage péri-urbain représente un enjeu important dans le contexte de la transition nutritionnelle qui atteint désormais la plupart des villes des pays du sud. La consommation soutenue de tels produits à faible densité énergétique, riches en fibres et en anti-oxydant présente plusieurs avantages nutritionnels pour prévenir les maladies de pléthore - obésité, diabète type II, maladies cardio et cérébro-vasculaires et certains cancers - qui se développent en ville. Enfin, s'appuyant sur une grille d'analyse de l'acceptabilité des risques, ce papier montre l'intérêt d'une alimentation de proximité pour rassurer des consommateurs inquiets du fait de la distanciation que l'urbanisation opère dans leurs relations à l'agriculture et au delà, à la nature.

Titre en anglais :

Food security and urbanisation : challenge for urban and peri-urban agriculture

Abstract

What can be the contribution of urban and peri-urban agriculture (UA) to food security in a context of rapid urbanisation (tables 1 and 2) ?

This paper focuses on four points : the contribution of UA to food supply ; to urban employment and incomes ; the advantages of UA fresh products in a context of nutritional transition ; the role of UA through short food supply chain in reducing the anxiousness created by the increasing distance between city inhabitants and food.

In many countries, UA contributes to food supply of cities for fresh and very perishable products like vegetables (table 3). But staple foods often come from rural remote areas connected to urban markets. Urban agriculture and food marketing give employment and incomes to peasants who are coming for job into the cities without other knowledge and know-how. But it is in the small-scale food processing that new urban qualified employment is mainly created, in particular for women who cannot go to school (table 4).

The supply of fresh vegetables from UA is a great challenge in a context of nutritional transition. Diseases like obesity, diabetes type II, cardio and vascular pathologies and some cancers, are now increasing in many cities of developing countries. These vegetables have advantages in term of low energetic density, fibre and anti-oxidant content that can prevent these new diseases.

Based on a typology of risk acceptability factors, this paper shows that urbanisation and industrialisation of food chains give anxiousness to consumers. From this point of view, UA have the advantages of a food system based on proximity relations between suppliers and consumers, that means between consumers and their food, between Man and Nature.

Introduction

Ce n'est pas tant l'urbanisation des pays du sud qui pose aujourd'hui problème que son rythme particulièrement rapide (tableaux 1 et 2). Même si celui-ci tend à se ralentir, il dépasse dans la plupart des pays du sud la vitesse d'urbanisation qu'a connue la France ou l'Europe durant la révolution industrielle du XIX^{ème} siècle. Pour que l'offre agricole parvienne à "suivre" l'accroissement de la demande alimentaire urbaine, cela suppose une augmentation sans précédent de la productivité agricole et/ou de la capacité d'importations alimentaires. Cela suppose aussi d'adapter l'offre en qualité aux nouvelles attentes des consommateurs citadins compte tenu de leurs modes de vie. Cela suppose enfin que la ville crée de nouveaux emplois pour accueillir ses nouveaux arrivants et leur assurer l'accès à une alimentation qu'ils ne produisent plus. La vitesse nécessaire de ces changements est un véritable défi qui est loin d'être relevé. De nombreux pays du sud sont largement dépendants des importations alimentaires pour nourrir leur population urbaine ; ils peinent à devenir ou rester compétitifs sur des marchés qui s'internationalisent et se libéralisent ; ils ne parviennent pas à créer des emplois à un rythme suffisant pour assurer une solvabilité de leur marché intérieur et un revenu décent pour le plus grand nombre. L'urbanisation rapide s'effectue donc dans un contexte de pauvreté d'une large part de la population.

C'est aussi parce que le rythme de croissance des villes est rapide que l'agriculture intra et péri-urbaine focalise l'attention. Menacée par les constructions et les aménagements, accusée de fournir des aliments pollués, cette agriculture de proximité apparaît cependant résister à une disparition que nombre d'aménageurs considèrent inéluctable. Son intérêt est en tout cas questionné et l'objet de cette communication est de le discuter du point de vue de la sécurité alimentaire. Cette discussion rend nécessaire de préciser avant tout ce que nous entendons d'une part par sécurité alimentaire et d'autre part par agriculture intra et péri-urbaine.

Le concept de sécurité alimentaire a largement évolué depuis 25 ans. Il ne se pose plus seulement en termes d'adéquation quantitative entre les disponibilités alimentaires et les besoins nutritionnels que l'on pouvait résumer par le défi de "nourrir les villes" pour le sujet qui nous concerne. Selon la définition consensuelle du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, la sécurité alimentaire s'entend comme *"l'accès physique et économique pour tous les êtres humains, à tout moment, à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active"*. Cette définition intègre donc bien la notion d'accès physique et économique, indissociable de celle de la pauvreté. En spécifiant un accès *pour tous*, elle attire l'attention sur la question des disparités internes que peuvent cacher des analyses trop globales. Si elle mentionne toujours *une nourriture suffisante*, elle élargit désormais la question nutritionnelle à la sécurité sanitaire des aliments (*salubre*) et implicitement aux autres risques nutritionnels (*nutritive*) (carences en micronutriments, déséquilibres des régimes alimentaires). Enfin, en intégrant l'objectif de *"satisfaire les préférences alimentaires pour mener une vie /.../ active"*, cette définition souligne les dimensions hédonistes, sociales et culturelles de l'alimentation au même titre que la dimension biologique. Elle reconnaît en ce sens le caractère multifonctionnel de l'alimentation. Elle ouvre le champ à un traitement des consommateurs non plus comme des sujets passifs, mais comme des acteurs doués de préférences et de stratégies.

Par agriculture intra et péri-urbaine (AIPU), nous entendons ici les activités de production primaire (agriculture, élevage, pisciculture) effectuées sur les espaces interstitiels des villes et dans leur proche périphérie. Ce terme recouvre en fait des réalités et des pratiques très diverses : culture au coin de la rue, sur des talus ou des zones inondables, arbres fruitiers ou élevage de cour, culture hydroponique sur des toits d'immeubles, jardins maraîchers ou

spécialisés dans les plantes ornementales, vergers, élevages industriels de poulets, étangs de pisciculture aux portes de la ville. Les acteurs de ces systèmes sont eux aussi hétérogènes : amateurs de jardinage, "cultivateurs du dimanche" ou "agriculteurs en col blanc", ouvriers agricoles employés par des propriétaires d'exploitations ou de parcelles spéculatives, personnes en situation précaire assurant ou complétant leurs revenus par la production et la vente de produits agricoles ou d'élevage, fonctionnaires clôturant puis valorisant des terrains agricoles dans la perspective d'assurer un complément financier à leur retraite, paysans situés depuis plusieurs générations sur des zones rattrapées par la ville, véritables entrepreneurs agricoles maniant le téléphone portable aussi bien que les produits de traitement phytosanitaires. Dans tous les cas, la proximité géographique de la ville conduit d'une part cette production à une destination quasi exclusivement urbaine, auto-consommée, donnée, ou plus généralement vendue. Les systèmes de production sont d'autre part déterminés à la fois par les opportunités et les contraintes de la ville : proximité des fournisseurs de consommations intermédiaires (intrants, équipements, aliments pour animaux, etc.) d'informations et de conseils, forte concurrence sur le foncier, pollutions, etc.

Quatre fonctions différentes de cette agriculture retiendront notre attention dans cette contribution, lesquelles répondent à quatre caractéristiques majeures du contexte de l'urbanisation :

- la contribution à l'approvisionnement alimentaire des villes dans un contexte de croissance rapide de la demande ;
- la création d'emplois et de revenus dans un contexte de vulnérabilité économique ;
- la fourniture d'aliments nutritionnellement favorables dans un contexte de transition nutritionnelle ;
- la réduction des inquiétudes des consommateurs dans un contexte de distanciation des rapports des mangeurs à leur alimentation.

Nous n'insisterons pas sur les deux premières abordées plus en détail par P. Moustier dans ce numéro. Bien entendu, d'autres fonctions sont attribuables à cette agriculture, telle que la fonction paysagère, celle d'assainissement ou de sécurisation mais que nous n'aborderons pas directement ici.

La contribution à l'approvisionnement des villes

Les enquêtes alimentaires menées dans les villes des pays du sud ne distinguent pas l'origine géographique des produits et ne permettent donc pas de mesurer précisément la part des productions intra et péri-urbaines dans l'alimentation. Mis à part quelques produits que l'on sait davantage issus de jardins et élevages des périphéries urbaines proches plutôt que de zones plus éloignées, on ne constate pas de spécialisation nette de cette agriculture. Les légumes feuilles, les poulets et les œufs, dans certains pays les porcs, viennent en général plus souvent de la ville et de sa banlieue, mais jamais exclusivement. Les coûts de transport réduits liés à la proximité du marché ne jouent sur la compétitivité des produits que pour ceux qui sont très périssables. Seuls les produits dont la durée de conservation ne dépasse pas la journée apparaissent ainsi propres à cette agriculture. Si sa contribution au ravitaillement de la ville est donc difficile à quantifier, elle reste de toute façon limitée quantitativement. En terme de ration énergétique, les céréales, racines et tubercules qui constituent l'essentiel de l'apport calorifique, proviennent généralement de zones rurales reliées mais relativement éloignées de la ville, voire de l'étranger quand celle-ci est nourrie d'importations. En terme de valeur économique du marché alimentaire, légumes, œufs et poulets représentent une part limitée des dépenses alimentaires des ménages (tableau 3).

Une partie de la production intra et péri-urbaine est auto-consommée et échappe sans doute de ce fait aux données des enquêtes alimentaires qui identifient souvent mieux les transferts marchands que non-marchands. Cela dit, cette autoconsommation ne représente souvent qu'une part limitée des apports alimentaires. Quelles que soient les villes, elle ne dépasse que rarement les 10 % en valeur économique lorsqu'on l'a estimée, sachant qu'une partie seulement de cette autoconsommation provient de la production intra et péri-urbaine. A Accra par exemple, le production agricole intra et péri-urbaine ne couvre que 7 % des besoins de familles qui la pratiquent[1]. Même lorsque les citadins ont une origine rurale éloignée géographiquement de la ville, ils entretiennent des relations avec leurs parents restés au village, en particulier en Afrique. Ces relations prennent notamment pour support des dons et contre-dons de produits entre les membres de la famille élargie[2]. Et ce sont ces aliments reçus du village qui sont considérés par certains citadins comme une autoconsommation.

Ce n'est donc pas d'abord sur sa contribution quantitative qu'il faut reconnaître l'intérêt de cette agriculture même si cette contribution ne doit pas pour autant être négligée, notamment pour les familles pauvres. Certes, comme on le verra, elle fournit des produits dont le rôle nutritionnel pourrait s'avérer de plus en plus important. Mais elle ne constitue globalement qu'une source d'appoint alimentaire, même dans des pays où les infrastructures de transport sont peu développées et où l'on pourrait croire les approvisionnements sur longue distance plus difficiles.

D'une façon plus générale, il faut constater que très rares sont les villes qui ont eu à souffrir de pénuries structurelles d'approvisionnement, à part dans les pays où le ravitaillement des villes était planifié de façon centralisée ou qui étaient en guerre. On a pu constater partout une forte vitalité des filières de commercialisation, nationales ou internationales, qui ont toujours réussi à suivre la demande urbaine même avec des taux de croissance dépassant les 5 % par an. Le risque est donc moins de ne pas parvenir à approvisionner les villes en quantités suffisantes que de ne pas parvenir à permettre aux citadins d'avoir accès à leur alimentation.

La création d'emplois et de revenus

L'un des changements des styles alimentaires induits par l'urbanisation est le recours dominant au marché alors qu'en zone rurale l'autoconsommation est encore importante. Du point de vue nutritionnel, ce changement se traduit par une nature différente de la vulnérabilité alimentaire. En milieu rural celle-ci est encore largement liée aux aléas de la production agricole (climat, maladies, prédateurs, guerre). En milieu urbain, la vulnérabilité est avant tout économique. Le pouvoir d'achat et par conséquent les niveaux de revenus et de prix des produits conditionnent largement l'accès à l'alimentation. La disparité entre ménages riches et pauvres est beaucoup plus forte en ville ; l'accroissement des inégalités est la marque du milieu urbain, et assez souvent les ménages les plus pauvres des populations urbaines subissent des conditions moins favorables qu'en milieu rural [3]. Certes les villes offrent davantage d'opportunités d'emplois et de revenus que les campagnes. Mais ceux-ci requièrent de plus en plus des compétences dont les migrants ruraux récemment arrivés ne disposent pas toujours : maîtrise de la langue parlée en ville, de savoir-faire techniques et organisationnels dans la production et les services des secteurs secondaire et tertiaire.

Que représente de ce point de vue l'agriculture intra et péri-urbaine ? La principale difficulté de réponse à cette question tient au caractère souvent non reconnu de ces activités dans les statistiques d'emplois s'il ne s'agit pas d'activités principales comme c'est très souvent le cas. Selon les villes, on estime que l'agriculture et l'élevage intra et péri-urbains occupent entre 5 et 30 % de la population active. En plus des emplois directs relevant du secteur primaire, il faudrait comptabiliser les emplois indirects qui en dépendent : fournisseurs d'intrants, transporteurs, et surtout commerce. Une part importante des agriculteurs intra et péri-urbains

vendent eux même directement leur production et cette activité constitue une source de revenus notamment pour les femmes.

Dans l'agro-alimentaire au sens large, de la production à la consommation, les emplois urbains se multiplient davantage dans la transformation des produits agricoles et dans le commerce que dans la production primaire à proprement parler. Le cas du Bénin, où la structure des emplois a été mesurée à partir d'enquêtes très détaillées sur les emplois du temps, est de ce point de vue intéressant (tableau 4). Les emplois agricoles représentent près des deux tiers des emplois en milieu rural et moins de 10 % en ville. La transformation agro-alimentaire, la restauration, l'hôtellerie et le commerce (alimentaire et non alimentaire) totalisent 60 % des emplois féminins urbains contre seulement 9,3 des emplois masculins urbains. Il apparaît ainsi que ce sont plutôt les hommes qui trouvent à s'employer dans les exploitations agricoles péri-urbaines alors que les femmes interviennent plutôt dans la commercialisation ou la transformation des produits pour laquelle elles valorisent leur savoir-faire domestique.

Comme pour la contribution aux approvisionnements alimentaires des villes, la contribution de l'agriculture intra et péri-urbaine aux emplois apparaît importante pour les ménages pauvres, souvent migrants récents, sans autres qualifications que celles acquises au village. Mais alors, dans le cas des approvisionnements comme dans celui des emplois, on pourrait imaginer que l'agriculture intra et péri-urbaine n'est qu'un phénomène transitoire amené à disparaître. On pourrait considérer que son maintien est lié à la vitesse élevée d'urbanisation qui n'a pas laissé le temps aux zones rurales de se connecter aux villes et aux migrants d'acquérir les compétences que requièrent les emplois urbains.

Du point de vue de la sécurité alimentaire, cette agriculture a-t-elle d'autres intérêts qui en feraient un secteur d'avenir ?

Quel rôle dans la transition nutritionnelle ?

Une autre grande différence entre les systèmes alimentaires ruraux et urbains est la diversification de ces derniers. La multiplicité des bassins d'approvisionnement et le recours aux importations induisent une offre alimentaire nettement plus diversifiée qu'en milieu rural. Cette diversification se traduit aussi dans l'assiette des consommateurs. C'est bien plus ce phénomène qui explique les changements de styles alimentaires des citadins que le mimétisme vis-à-vis des modèles alimentaires occidentaux [4, 5]. Les urbains mangent à la fois des produits et des préparations culinaires plus variés que les ruraux ce qui contribue largement à réduire leurs risques nutritionnels liés à des carences. Diverses enquêtes montrent ainsi que l'avitaminose A touche proportionnellement moins les citadins que les ruraux, à la fois du fait de revenus moyens plus élevés et d'une plus grande diversité des régimes alimentaires des premiers comparés aux seconds [6]. Par ailleurs même si les malnutritions des jeunes enfants restent largement moins répandues en milieu urbain, la pauvreté progresse dans les villes de nombreux pays et les conditions nutritionnelles se dégradent depuis quelques années [7] [8].

En terme de risque nutritionnel, il faut souligner un phénomène dont la rapidité est largement associée à l'urbanisation [9], et qui se traduit par le développement de maladies non transmissibles liées à l'alimentation et aux modes de vie : surpoids et obésité, diabète acquis, maladies cardio-vasculaires, cancers. La prévalence de ces maladies est encore mal mesurée dans un contexte où les systèmes de santé sont encore largement tournés vers les maladies infectieuses et carencielles, et peu préparés à ce qu'on appelle la "transition nutritionnelle". Ce qui caractérise cependant nombre de pays du sud est la coexistence de problèmes nutritionnels par carence et par excès, parfois au sein des mêmes familles [10]. L'OMS parle d'épidémie mondiale d'obésité et de fait tous les pays sont touchés à des degrés divers; la Chine, la

Tunisie, l'Afrique du sud et divers pays d'Amérique Latine pour ne citer que quelques exemples ont désormais des taux d'obésité en ville équivalents à ceux de pays industrialisés du Nord alors que leurs problèmes de malnutrition par carence ne sont pas totalement réglés, loin s'en faut dans certains pays. Les causes de ce phénomène et surtout de sa rapidité d'évolution sont complexes et multifactorielles. Là où elles sont en cours d'identification, on peut retenir quelques unes des hypothèses et des questions qu'elles posent.

La montée de ces maladies dites de pléthores est due à une augmentation de leurs facteurs de risque, elle même provoquée par l'adoption de modes de vie peu favorables à la santé. Ces modes de vie entraînent en effet un déséquilibre entre des apports énergétiques augmentés et des dépenses réduites : augmentation du nombre de personnes ayant des régimes alimentaires riches en calories, graisses, sucres libres, sel et pauvres en fibres ; sédentarisation et diminution de l'activité physique. Au cours des dernières années, cette évolution a été accélérée par la mondialisation, les accords commerciaux et le marketing des firmes mondiales et du commerce agroalimentaire en général. On comprend bien dès lors pourquoi les villes sont les premières touchées par ce phénomène : l'accès physique et économique à une offre alimentaire abondante et différente s'est améliorée ; les citoyens sont plus exposés à la communication commerciale et ont des modes de vie plus sédentaires.

On peut faire l'hypothèse que dans des sociétés rurales dont sont largement et récemment issus les citoyens, l'abondante consommation de produits à forte densité énergétique, de protéines animales et un certain embonpoint étaient et sont encore socialement valorisés. De telles représentations sociales et culturelles ne posaient pas de problèmes nutritionnels sérieux dans un contexte de limitation de l'accès à l'alimentation et d'importantes activités physiques. Ces modèles de consommation et cette image du corps ont une certaine inertie dans les représentations des citoyens. Or ceux-ci accèdent désormais nettement plus facilement et rapidement à une alimentation plus riche. Ce qui semble donc en cause est le mode de régulation entre d'un côté une demande alimentaire plus forte du fait du meilleur pouvoir d'achat et de représentations valorisant des produits riches, et de l'autre des besoins nutritionnels moins importants.

De ce point de vue, les produits de l'agriculture urbaine et péri-urbaine, et en particulier les fruits et légumes, présentent de nombreux intérêts. Leur insuffisante consommation est largement reconnue comme facteur de risque pour les maladies de pléthore. Ils représentent en effet des produits peu denses en énergie, riches en fibres et en éléments anti-oxydants notamment. L'OMS et la FAO recommandent ainsi d'en consommer au moins 400 g par jour [11]. Dans certains pays, comme en Asie, la consommation de ces produits est socialement valorisée et les risques d'une baisse de leur consommation apparaissent liés, comme on le verra ultérieurement, à des problèmes de suspicion sur leur qualité. Dans d'autres pays où les fruits et légumes sont moins socialement valorisés, on peut craindre qu'un accroissement du niveau de vie se traduise dans un premier temps par un report sur des aliments jugés plus nobles et donc finalement plus porteurs de risques nutritionnels. Valoriser davantage l'intérêt nutritionnel de ces produits signifie donc de mieux valoriser leur image sociale et culturelle dans les cuisines des citoyens. Les capacités d'innovations culinaires dont font preuve les villes et la préoccupation des consommateurs pour leur santé doivent faciliter ce changement d'image. Il reste cependant que l'active promotion publicitaire faite dans les villes pour certains produits industriels (boissons sucrées, snacks gras) et la tendance au développement de la consommation entre repas et du grignotage peuvent au contraire accélérer la diminution de la consommation de produits frais.

D'une manière générale l'industrialisation de l'alimentation pose la question du contrôle du contenu (de la qualité) des aliments manufacturés et du contrôle qu'ont les urbains sur leur régime alimentaire. Il y a donc sans doute, des champs de recherche et d'intervention

possibles pour gérer et réguler cette transition nutritionnelle. La priorité doit en particulier être donnée à la prévention : information et éducation du public évidemment, mais aussi réglementations, par exemple de la publicité et de l'étiquetage des produits, surveillance et évaluation. L'enjeu majeur est ici de continuer à réduire les malnutritions par carence tout en limitant l'émergence des maladies chroniques liées à l'alimentation [10].

Mais il ne suffira pas de réglementer la promotion d'aliments dangereux pour la santé et d'encourager la consommation de ceux qui lui sont favorables comme les fruits et légumes, si ces produits plus spécifiques de l'agriculture intra et péri-urbaine continuent d'être entachés d'une suspicion sur leur qualité sanitaire. Mais au-delà de leur qualité sanitaire, c'est la perception de la naturalité de ces produits qui est en jeu et qui constitue justement son enjeu.

La proximité, réponse à une distanciation anxieuse

L'évolution des systèmes alimentaires liée à l'urbanisation et à l'industrialisation des filières peut être résumée par l'idée d'une *distanciation* : distanciation géographique avec un ravitaillement des villes d'origines de plus en plus lointaines ; distanciation économique avec la multiplication des intermédiaires entre producteurs et consommateurs ; et distanciation cognitive avec la fragmentation des connaissances des différentes étapes de la chaîne alimentaire et l'accroissement des incertitudes sur l'origine et la qualité des aliments pour les consommateurs.

Cette distanciation est *anxieuse*. La rapidité, là encore, de l'accroissement de la demande urbaine se traduit chez les producteurs agricoles par une volonté d'y répondre vite et la distanciation qui s'opère entre producteurs et consommateurs créent un double phénomène. D'un côté une intensification de la production, comme on l'observe dans les zones péri-urbaines, mal contrôlée du point de vue de ses effets sur la santé : utilisation abusive d'eaux polluées, d'engrais chimiques, de pesticides. Le plus grand anonymat et l'invisibilité sur le produit de cette qualité sanitaire lors des échanges facilitent les comportements d'opportunité et de tromperies. De l'autre côté, celui des consommateurs, ces pratiques révélées lors de crises, créent une suspicion sur la qualité des produits, en particulier lorsque leur origine ne peut être identifiée et que l'on craint que les règles traditionnelles (jugées "bonnes") de production aient été rompues et/ou que l'anonymat ait facilité l'opportunisme.

Au-delà de l'inquiétude sur la qualité sanitaire, cette distanciation aboutit à ce que Fischler [12] a dénoncé au travers de l'idée de "cacophonie alimentaire" liée à la multiplication des objets comestibles non identifiés (OCNI). Ne sachant plus ce que l'on mange, on ne peut plus savoir qui l'on est. Pour des populations urbaines qui, pour la plupart, sont nés au village et y ont grandi, recourir au marché de plus en plus anonyme pour son alimentation est à la fois vécu comme un déracinement et comme l'apprentissage d'une nouvelle liberté. Et c'est bien la tension issue de cette ambivalence qui crée l'inquiétude.

En se référant à la grille d'analyse des risques de Slovic [13], on peut comparer les risques alimentaires des ruraux et des urbains tels que perçus par les consommateurs. On comprend alors mieux pourquoi, même si les risques alimentaires sont parfois objectivement moindres en ville qu'en milieu rural, ils sont moins bien acceptés par les citadins. En effet, les risques alimentaires en milieu urbain possèdent aux yeux des consommateurs des caractéristiques qui, selon Slovic, les rendent particulièrement anxieuses :

- Ils sont *subis* : les consommateurs urbains ne peuvent plus assurer leur propre approvisionnement par leur propre production. Ils doivent recourir au marché pour s'alimenter, s'adressant à des vendeurs anonymes et leur déléguant la responsabilité de la qualité. En l'absence de système de contrôle efficace, les vendeurs en sont souvent les seuls

garants. Le consommateur a ainsi le sentiment de perdre le contrôle de la qualité de son alimentation, d'être soumis aux offreurs dans un contexte d'asymétrie d'informations.

- Ils sont *artificiels* : la production intensive en péri-urbain et de façon plus large dans les industries agro-alimentaires est généralement associée par les consommateurs à l'utilisation de produits chimiques : pesticides ou conservateurs alimentaires. Les risques alimentaires au village étaient, comme on l'a vu, liés aux aléas climatiques, largement perçus naturels et dont le caractère subis est de ce fait mieux accepté.

- Ils sont *nouveaux* car liés à la recherche de profit à court terme, laquelle, en l'absence de contrôle social associée à la ville, serait selon les consommateurs à l'origine de tous les abus.

C'est ce caractère anxiogène de la distanciation qui provoque, en réaction, une recherche de rapprochement des consommateurs dans leurs relations à l'alimentation et au-delà à l'agriculture et à la nature. Cette recherche se traduit dans les pratiques alimentaires par l'établissement de circuits courts (vente directe producteurs-consommateurs), l'établissement de relations de fidélisation avec les fournisseurs s'appuyant sur des relations sociales et, ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, l'entretien de parcelle, l'élevage d'animaux dans et en proche périphérie des villes. Les élevages intra et péri-urbains à Hanoï fournissent la moitié de la viande de porc consommée dans la ville. Ces porcs arrivent vivants jusqu'aux abattoirs situés dans la ville même, et sont mis en vente sur le marché dans les heures qui suivent pour être consommés dans la journée. Ces filières courtes limitent les risques sanitaires : en l'absence de capacité réelle de stockage, il faut travailler à flux tendus. Les consommateurs de Hanoï refusent d'ailleurs la viande "froide", réfrigérée, car cela signifie que justement elle a été conservée et n'est donc pas fraîche. Ce fonctionnement est de nature à rassurer les consommateurs et rappelle la norme à vocation sanitaire en vigueur dans de très nombreuses villes sous l'ancien régime en France que cite Madeleine Ferrières [14] : "*les animaux doivent entrer en ville sur leurs propres pieds*" (en opposition au fait de faire venir en ville de la viande morte...).

Conclusion

L'appui au développement d'une agriculture urbaine et péri-urbaine est souvent justifié par le rôle que celle-ci peut jouer dans l'approvisionnement des villes en produits frais, bénéficiant de temps et de coûts de transports réduits. Certains projets y voient également la possibilité de recycler des déchets urbains (boues d'épandage par exemple) et au-delà l'intérêt en terme d'expérimentation de systèmes de production intensifs et/ou intégrés. C'est ainsi ce qui devrait justifier le maintien d'activités agricoles sur des terres dont la valeur augmente avec le processus d'urbanisation. Or on voit avec l'analyse de la sécurité alimentaire en milieu urbain que les fonctions de l'agriculture urbaine et péri-urbaine sont plus nombreuses et complexes. La fonction directement nourricière de l'agriculture péri-urbaine apparaît marginale dans un contexte de globalisation où les produits traversent les pays et la planète. Cette agriculture agit moins sur l'offre globale en milieu urbain que, par les revenus qu'elle génère, sur le pouvoir de consommation des plus vulnérables. Contribuant notablement à la production de légumes frais, elle peut jouer un rôle pour maintenir une offre et donc une consommation de ces produits favorables à la santé dans un contexte de transition nutritionnelle.

L'un des enjeux de la compétitivité des produits de cette agriculture sur les marchés réside cependant dans la capacité des filières à gérer des signes crédibles de qualité pour rassurer les consommateurs. La proximité géographique entre producteurs et consommateurs peut constituer un atout si elle est valorisée pour tisser des relations de proximité sociale comme ce qu'on observe dans les pratiques de certaines coopératives de consommateurs : commandes directes à des producteurs garantissant un cahier des charges, visites de consommateurs sur les parcelles des producteurs. Mais il faut reconnaître que les images de naturalité, de respect

de la tradition, de terroirs, sont davantage associées aux productions rurales éloignées de la ville qu'aux productions urbaines plus intensives.

En fait, l'intérêt majeur d'une agriculture urbaine et péri-urbaine réside dans le lien qu'elle permet de maintenir entre le consommateur et son alimentation et plus largement entre le monde rural et urbain. Cette proximité peut être un atout dans un contexte anxiogène où le consommateur manque de repères face à l'anonymat croissant des transactions et à la sophistication des aliments. De ce fait, l'agriculture urbaine et péri-urbaine, doit avant tout miser sur la qualité de ces produits, ce qui apparaît incompatible avec une fonction d'expérimentation de systèmes de production intensifs, valorisant par exemple des déchets urbains.

Références

1. Maxwell D, Levin C, Armar-Klemesu M, Ruel M, Morris S, Ahiadeke C. *Urban Livelihoods and Food and Nutrition Security in Greater Accra, Ghana*. Washington: IFPRI, 2000; 172 p.
2. Odeyé M, Ndione ES. Les relations ville/campagne intra-familiales ; le cas de Dakar. In: Bricas N, Courade G, Coussy J, Hugon P, Muchnik J eds. *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*. Paris, France: L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, 1985: 256-74.
3. Martin-Prevel Y, Maire B, Delpeuch F. Nutrition, urbanisation et pauvreté en Afrique Sub-Saharienne. *Médecine Tropicale* 2000; 60: 179-91.
4. Requier-Desjardins D. *L'alimentation en Afrique, Manger ce qu'on peut produire*. Paris-Abidjan: KARTHALA-PUSAF, 1989; 166 p.
5. Bricas N, Sauvinet R. La diversification de la consommation : une tendance de l'évolution des styles alimentaires au Sahel. In: Griffon M ed. *Economie des filières en régions chaudes ; formation des prix et échanges agricoles ; actes du Xème séminaire d'économie et de sociologie, Montpellier, France, 11-15 sept 1989*. Montpellier, France: CIRAD, 1989: 471-85.
6. Nutrition NIO. *General Nutrition Survey 2000*. Hanoi: NIN, Medical Publishing House, 2002.
7. Haddad L, Ruel M, Garrett J. *Are urban poverty and undernutrition growing ? Some newly assembled evidence*. Washington: IFPRI, FCND Discussion paper n° 63, 1999; 32 p.
8. Ruel M, Garrett J, Morris S. *Urban challenge to food and nutrition security, health and caregiving in the cities*. Washington D.C.: IFPRI, 1998; 121 p.
9. Popkin B. Urbanization, lifestyle changes and the nutrition transition. *World Development* 1999; 27: 1905-16.
10. Maire B, Lioret S, Gartner A, Delpeuch F. Transition nutritionnelle et maladies chroniques non transmissibles liées à l'alimentation dans les pays en développement. *Cahiers Santé* 2002; 12: 44-55.
11. WHO-FAO. *Diet, Nutrition and Chronic Disease*,. Genève: WHO technical report, Series 916, 2003.
12. Fischler C. *L'omnivore*. Paris: Editions Odile Jacob, 1990; 414 p.
13. Slovic P. Perception of risk. *Science* 1987; 236: 280-5.
14. Ferrieres M. *Histoire des peurs alimentaires. Du moyen-âge à l'aube du XXème siècle*. Paris: Le Seuil, 2002.

15. Division UNP. *World Urbanization Prospects, The 2001 Revision, Data Tables and Highlights*. New York, USA: United Nations, 2002; 182 p.
16. FAO. *Compendium of food consumption statistics from household surveys in developing countries, vol 2 : Africa, Latin America and Oceania*. Roma: FAO, 1994; 292 p.
17. Statistique INdl. *Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages ; Vol A : Résultats de l'Enquête sur le Budget des Ménages*. Tunis: INS, 2002; 298 p.
18. Dury S, Gautier N, Jazet E, Mba M, Tchamba C, Tsafack G. *La consommation alimentaire au Cameroun en 1996*. Yaoundé: CIRAD, DSCN, IITA, 2000; 283 p.
19. Statistique DdlPedl. *Enquête sur les dépenses des ménages de la capitale, EDMC, mars - juin 1996, rapport national*. Dakar: DPV, 1997; 37 p.
20. Office GS. *Viet Nam Living Standards Survey 1997-98*. Hanoi, Vietnam: GSO, 1999; 422 p.
21. Charmes J. Results and lessons of a national time-use survey in Benin and consequences to the re-estimation of women participation to the labour force and contribution to GDP. In: (IATUR) IATUR ed. *IATUR Conference*. University of Essex, Cochester, UK, 6-8 october 1999, 1999: 13 p.

Tableau 1 : Taux d'urbanisation des principales régions du monde (en %)

Table 1 : Percentage of urban population in main world regions

	1950	1970	1990	2010
Amérique Nord	63,9	73,8	75,4	79,8
Amérique Latine & Caraïbes	41,9	57,6	71,1	79,0
Océanie	61,6	71,2	70,8	75,7
Europe	52,4	64,6	72,1	75,1
Asie	17,4	23,4	32,3	43,0
Afrique	14,7	23,1	31,8	42,7
Pays les plus développés	54,9	67,7	73,7	77,4
Pays en voie de développement	17,8	25,1	35,0	45,9
Pays les moins avancés	7,4	12,9	20,8	31,4

Source : Nations Unies, World Urbanization Prospects, The 2001 Revision [15]

Tableau 2 : Taux de croissance annuelle de la population urbaine (en %)

Table 2 : Average annual rate of change of urban population (in %)

	1950-55	1970-75	1990-95	2010-15
Amérique Nord	2,65	0,98	1,32	1,12
Amérique Latine & Caraïbes	4,38	3,74	2,35	1,54
Océanie	2,99	2,35	2,03	1,20
Europe	2,01	1,42	0,39	0,06
Asie	3,67	3,32	3,05	2,34
Afrique	4,50	4,37	4,16	3,35
Pays les plus développés	2,32	1,46	0,67	0,41
Pays en voie de développement	3,97	3,64	3,21	2,45
Pays les moins avancés	4,49	5,01	4,78	4,22

Source : Nations Unies, World Urbanization Prospects, The 2001 Revision [15]

Tableau 3 : Part des légumes et de la volaille dans le budget alimentaire des ménages de quelques zones urbaines du monde

Table 3 : Percentage of vegetables and poultry in food expenditures of urban households in the World

	% dépenses en légumes	% dépenses en volaille
Rio de Janeiro, (Brésil) 1987-88 [16]	1,4*	3,8
Mexico (ville) 1984 [16]	1,0	6,1
Haïti urbain 1986-87 [16]	1,9	4,6
Tunis 2000 [17]	9,9*	5,0
Yaoundé (Cameroun) 1996 [18]	2,4*	2,0
Dakar (Sénégal) 1996 [19]	7,4*	1,1
Vietnam urbain 1997-98 [20]	4,6	nd

* légumes frais seulement * only fresh vegetables

Tableau 4 : Les emplois des secteurs agricoles et agroalimentaire au Bénin en 1998 en % des emplois urbains et ruraux

Table 4 : The employment in agriculture and food processing sector in Benin (in % of urban and rural employment)

	Urbain			Rural		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Agriculture	8,7	11,2	9,1	64,2	83,7	64,8
Transformation agroalimentaire	13,0	2,0	7,7	1,0		0,6
Restauration et hôtellerie	8,8	0,9	5,5	4,4		2,9
Commerce	38,0	6,4	23,2	26,7	1,7	18,4
Autres activités	31,5	79,5	54,5	3,7	14,6	13,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Enquête emploi du temps au Bénin [21]